

Charte de la Plateforme de Coopération Judiciaire Pénale des pays du Sahel (PCJP-SAHEL): Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger

Préambule

Le renforcement de la coopération judiciaire pénale et notamment l'échange et la coopération entre les autorités centrales compétentes, a été maintes fois rappelé par les Etats du Sahel lors des rencontres régionales organisées avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Dans cette optique, les quatre pays du Sahel suivants : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger, ont exprimé le besoin de renforcer leur coopération judiciaire sous-régionale dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, d'où la nécessité de mettre en place une Plateforme Judiciaire Régionale.

La réunion constitutive a eu lieu à Bamako le 24 juin 2010, au cours de laquelle les points focaux ont signé une charte provisoire.

Les Ministres en charge de la justice des pays membres de ladite plateforme se sont réunis, à Ouagadougou, le 08 novembre 2012, pour l'institutionnalisation de cette Plateforme, qui reste ouverte aux autres Etats de la sous région, et ont adopté la présente charte.

Objectif

La plateforme a pour objectif principal, le renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale entre les Etats parties conformément à leurs engagements bilatéraux, régionaux et internationaux.

Composition

La plateforme est composée de points focaux nationaux en charge de coordonner les demandes d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale. Ces points focaux sont désignés respectivement par les Ministres en charge de la Justice des Etats parties conformément à leurs procédures internes.

Afin d'assurer le fonctionnement continu de la plateforme, des suppléants aux points focaux sont nommés dans les mêmes conditions.

Mission des points focaux

Pour atteindre l'objectif de la Plateforme, les points focaux ont pour missions de :

- 1- Faciliter les procédures d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats parties dans le respect de leurs législations internes et de leurs obligations internationales, et échanger autant que de besoin et par tout moyen (téléphone, fax et courriel) notamment pour :
 - a) Donner des conseils pour la rédaction, la transmission et l'exécution des requêtes ;

- b) Présenter un projet de requête pour avis et anticiper, autant que possible, les obstacles éventuels ;
 - c) Donner des informations sur l'état d'avancement de la procédure ;
 - d) Clarifier les législations nationales ;
- 2- Partager leurs expériences en matière d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale ;
 - 3- Identifier les besoins en renforcement des capacités et les transmettre à l'UNODC pour fournir l'assistance technique nécessaire conformément à son mandat ;
 - 4- Sensibiliser tous les acteurs de la chaîne pénale sur le rôle, l'intérêt et le fonctionnement de la plateforme.

Les suppléants ont pour mission de suppléer les points focaux dans leurs missions décrites ci-dessus en cas d'empêchement de ces derniers.

Fonctionnement

La plateforme se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'UNODC, notamment pour faire le bilan de son fonctionnement. Elle peut se réunir aussi à l'initiative de l'un des Etats parties.

La plateforme coopère avec tout autre réseau poursuivant les mêmes objectifs.

La plateforme est soutenue par l'UNODC qui fournira aux Etats parties les outils et l'assistance technique nécessaires, notamment pour la formation des points focaux et autres acteurs de la chaîne pénale.

Fait à Ouagadougou le 8 novembre 2012

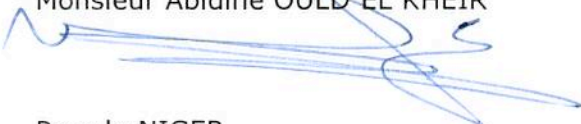
Pour le BURKINA FASO
Madame Salamata SAWADOGO



Pour le MALI
Monsieur Malick COULIBALY



Pour la MAURITANIE
Monsieur Abidine OULD EL KHEIR



Pour le NIGER
Monsieur Marou AMADOU

